AU-DELÀ DE LA DÉROUTE AFGHANE

Dominique DAVID

La débâcle américano-occidentale en Afghanistan nous contraint à réfléchir sur nos engagements extérieurs. Depuis plusieurs décennies, les échecs se multiplient. Il s'agit de « retrouver le monde réel » et non celui que « nous rêvons d'offrir ». Nous ne sommes plus le centre d'un monde que nous pourrions remodeler seuls. Un multilatéralisme est à reconstruire, sur des bases concrètes et à partir d'un diagnostic réaliste.

> *« On n'est frappé que par le destin qu'on n'a pas su maîtriser ; dans toute défaite, il y a un sens et une faute. »*
>
> Stefan Zweig, *Marie-Antoinette*, Grasset, « Les cahiers rouges », 2002.

C'est la surprise devant la débâcle américano-occidentale en Afghanistan qui devrait nous surprendre. Il s'agit bien d'une débâcle, en dépit de son caractère prévisible et annoncé. Et cette débâcle réunit bien Washington et des alliés qui pensent, depuis trois décennies, représenter un Occident autour duquel serait condamnée à s'unir une humanité réconciliée. En réalité, la déroute nous apprend surtout que nous n'avons pas appris grand-chose de la seconde moitié du XXe siècle.

Engagement et désengagement américains

Nous n'avons, tout d'abord, tiré aucun enseignement des multiples engagements américains du siècle dernier. Obnubilés par la victoire contre l'hydre soviétique proclamée au pied du mur de Berlin,

international.indd 7 20/09/2021 14:07

séduits par l'image de gendarme bienveillant alors revendiquée par Washington, impressionnés par sa puissance militaire écrasante, nous avons ignoré une réalité qui a la vie dure. Pour l'Amérique protestante, l'engagement militaire à l'extérieur a toujours été, et demeure, une plongée dans l'exceptionnalité, alors qu'il est familier pour la plupart des Européens : fond d'une culture collective imposée par l'Histoire, même si soixante-dix années de « non-guerre » ont pu éroder cet héritage. Outre-Atlantique, l'engagement est donc la plupart du temps longuement sollicité (sauf face à un événement qui hystérise la réaction, comme le 11-Septembre), ainsi qu'en témoigne la récurrente tentation de l'isolationnisme, loin d'être dépassée dans le débat politique américain. Décidé et assumé, l'engagement prend fin brutalement, sans autre explication que le taraudant besoin d'un « retour à la normale » du non-militaire.

Tous les engagements militaires extérieurs de Washington se sont terminés, au XXe siècle, de la même manière. Y compris à la fin du second conflit mondial, où les Américains ne sont pas « restés » en Europe, mais partis, puis revenus, avec l'Alliance atlantique, sur un argument antisoviétique. Le Vietnam, la Somalie, l'Irak, l'Afghanistan… racontent la même histoire. Contrairement à des Européens construits, modelés, par des conflits qui se sont presque toujours déroulés chez eux, les Américains ne sont pas familiers de la guerre. Leurs engagements des dernières décennies ne doivent pas cacher la réalité : ils s'y résolvent pour des raisons qu'ils jugent morales, puis s'en fatiguent et rompent brutalement.

Pour le dire aimablement, la concertation avec les Alliés n'a jamais conditionné les choix stratégiques de l'Amérique, et pas moins en Afghanistan qu'ailleurs. Ici, comme dans le cadre de l'Alliance atlantique, que les Européens soient informés, et c'est déjà beaucoup… Ils l'ont été, même si certains d'entre eux ont fait semblant de ne pas comprendre et d'ignorer l'issue inévitable.

L'échec militaire

Plus de cinquante ans après le désastre américain au Vietnam, qui parachevait nos déroutes coloniales, nous n'avons apparemment toujours pas compris que les armées industrielles, techniques, faites pour la guerre entre pairs, échouaient *toujours* face aux guerres dites « irré-

international.indd 8 20/09/2021 14:07

gulières ». En dépit de toutes nos expériences, de toutes les tentatives pour adapter ces armées à des formats et à des concepts nouveaux, il n'est pas possible de les convertir à des formes de guerre que n'intègrent ni leur héritage de pensée, ni leurs matériels, ni la société qui les soutient et leur donne sens. Dans la première décennie du XXIe siècle, les efforts américains et, ici ou là, européens pour redécouvrir – en particulier « au profit » de l'Afghanistan – les vertus des Sections administratives spécialisées de la guerre d'Algérie, de la bataille d'Alger elle-même, voire des écrits de David Galula, bref tout l'attirail de la contre-insurrection, auraient dû inquiéter. Ils dénonçaient simplement une incapacité à penser hors de notre logique d'Occidentaux dominants et de nos incontestables échecs.

Les concepts anti-guerre irrégulière ont échoué avec constance, partout, depuis sept décennies. N'importe, on les extrait encore de la naphtaline historique pour préparer de nouvelles catastrophes : l'échec stratégique est ici peu contestable. À un niveau plus technique, on s'interrogera sur le rôle et la compétence des services de renseignement couvrant pour la puissante Amérique la réalité politico-militaire afghane – et des politiques qui les interprètent. Qui a crédité d'un avenir, même court, un régime finalement balayé en une semaine ? Ou qui a fait croire à cet avenir ? Quant aux services logistiques, pourquoi ont-ils eu tant de difficulté à planifier, en vingt ans, le repli possible de leurs troupes et matériels ?

L'échec politico-stratégique

En Afghanistan, en 2001, il fallait d'abord éliminer la présence d'al-Qaïda, couverte par les Talibans au pouvoir, dans la foulée du 11-Septembre. Au-delà, de quoi pouvait-il s'agir – sur vingt ans, soit la plus longue guerre jamais menée par l'Amérique hors de ses frontières ? De construire une nation ? Le pays n'a apparemment pas besoin de nous pour cela. On n'est pas le cimetière des empires sans avoir une force collective, sans être déjà une construction aux solidarités propres. Nous avons du mal à le concevoir, mais les collectivités humaines peuvent s'organiser sur des logiques très éloignées des émergences nationales que nous avons connues en Europe – où elles ont déjà suivi des logiques différentes. Et c'est, au demeurant, une des difficultés fondamentales des interventions du « Nord » dans les socié-

international.indd 9 20/09/2021 14:07

tés du « Sud » : ne rien comprendre des sociétés que l'on se croit chargé de remodeler.

S'agissait-il dès lors de construire un État ? Les Américains jurent aujourd'hui qu'ils n'ont jamais fait de *state building*. Mais, alors, que faisaient-ils ? Ils faisaient pire. Ils entretenaient l'illusion d'une démocratie de façade, n'existant qu'à travers des institutions étatiques formelles, à partir de l'idée à la fois classique et naïve que les procédures électorales suffisent à créer la normalité. Depuis trente ans, les doctrines américaines tournent peu ou prou autour de ces principes assumés, à la fois hérités de l'histoire ancienne et des réalités politiques et techniques de la dernière décennie du XXe siècle : frapper l'adversaire du plus loin possible, en limitant le risque par la distance et la technologie ; se déployer sur place en missionnaires de la démocratie pour organiser de belles et bonnes élections ; se replier au plus vite, brutalement si nécessaire. La stratégie bushienne de « démocratisation » du Moyen-Orient – qui s'est appliquée d'abord à l'Irak – n'était rien d'autre. Elle représentait une synthèse complexe entre la traditionnelle réticence à intervenir à l'extérieur, le besoin impérieux d'agir – y compris de manière irrationnelle – pour répondre au traumatisme du 11-Septembre et un esprit de mission traditionnel remis au goût du jour par des néoconservateurs décidés à réunir la bonne conscience idéologique et la puissance militaire.

Et les Européens ? Ils peuvent se montrer décidés dans le verbe (ce sont eux qui proposent de saisir l'Otan après l'attaque du 11-Septembre), parfois pusillanimes dans leur engagement militaire (à l'exemple des Allemands acceptant de déployer leurs soldats dans un pays en guerre en espérant qu'ils n'aient pas à la faire), toujours prompts à longuement théoriser une efficacité médiocre. Ils se sont chargés, au-delà d'opérations militaires bien réelles, de la reconstruction d'institutions publiques : police, justice, diverses administrations… Si l'échec militaire est visiblement celui des Américains et de l'Otan – pour cette dernière, dans le premier engagement réel de guerre au sol de son histoire –, l'échec civil est moralement celui des Européens.

De même que tous les pays ne forment pas des nations à notre ressemblance, on ne peut pas partout construire des États au modèle de la République française, du fédéralisme allemand ou de la démocratie westminstérienne. Et les paisibles – et très abstraites – méthodes bruxelloises pour assurer le règne de la « norme » n'importent que peu

international.indd 10 20/09/2021 14:07

à une société où l'Occident ne pèse, au final, pour l'ensemble de la population, que par ses armes ou ses financements. Nous croyons vendre des idées là où l'on ne nous voit qu'à travers des crédits, et alors même que notre efficacité n'est que théorique. D'où vient qu'une large part du peuple afghan préfère la gestion locale des talibans à la nôtre, la justice talibane à la nôtre, les procureurs talibans à ceux que nous avons formés ? D'où vient qu'au Mali, une bonne part des populations préfère l'ordre des insurgés à celui des armées de leur propre gouvernement ?

Un échec moral

La réalité des trois dernières décennies est cruelle. Nous nous sommes montrés incapables de distinguer nos références conceptuelles et politiques – ce que les bonnes âmes nomment nos « valeurs » – de leurs formes contingentes, créées et développées par des sociétés particulières : les nôtres. Autrement dit, de passer de la théorie à l'Histoire. Oui, l'autodétermination des communautés humaines et la défense de la vie et des libertés essentielles des hommes sont des références à dimension universelle. Mais ce constat ne donne pas de valeur absolue aux institutions qui les garantissent chez nous, et surtout ne nous charge nullement de les apporter, de les imposer, au monde entier – ce que, au demeurant, nous avons toujours échoué à faire…

Nous avons vécu, depuis l'effondrement du bloc soviétique puis de l'URSS, trente années d'illusion, parce que nous avons pris une victoire géopolitique pour une victoire idéologique ou morale. Il est plus facile de savoir qui a perdu la Guerre froide – le soviétisme – que d'identifier son gagnant. La décennie 1990 a vécu dans l'illusion absolue d'un multilatéralisme démocratique pouvant régir avec bienveillance, dans un consensus quasi universel, le désordre – devenu relatif – du monde. Illusion elle-même remise en cause par le tournant du siècle qui, entre la Serbie et le 11-Septembre, a vu revenir la force pure. Une double force se manifestait donc désormais : la force des forts, détenant ici et maintenant les moyens de s'imposer au moins provisoirement sur les théâtres les concernant (États-Unis, Otan, France, Royaume-Uni, Chine, Russie, Turquie, Arabie saoudite, etc.) ; la force des faibles, qui cherchaient à contourner celle de puissances dont on

international.indd 11 20/09/2021 14:07

percevait, brusquement mais clairement, les limites. La déroute afghane, au moment où se manifeste le bouleversement de la hiérarchie des détenteurs des pouvoirs de contrainte dans le monde, et en un temps où inquiète la crise des systèmes démocratiques occidentaux, clôt symboliquement ce double après-guerre-froide.

La fin de l'intervention

Sinistre est l'échec afghan. Pour ces Afghans qui ont cru nos discours glorieux, comme pour nous. Quel écho aura-t-il ? Les États-Unis devraient pouvoir digérer rapidement l'affront. Leur puissance militaire est intacte pour les hypothèses qu'ils sont en mesure de régler et, dans ce domaine, leur avance technologique est incontestable. Leur bonne conscience sera sans doute moins atteinte que par le désastre vietnamien et ses 58 000 morts, pourtant rapidement recyclés dans l'activisme reaganien. Et l'importance de leurs divisions internes, tout comme leur focalisation sur la construction de l'ennemi chinois, pourrait les éloigner vite de l'échec afghan.

Pourtant, si la posture absolue – le différentiel de puissance économique, technologique, militaire, culturel, etc. – demeure sans conteste possible, la posture relative est atteinte et les puissances rivales ou montantes en profiteront pour élargir leur jeu. On conteste aisément le maître qui vient d'échouer, surtout quand c'est le monde sur lequel il régnait qui semble se défaire. Comptons sur la Chine, la Russie, l'Iran, la Turquie… pour faire entendre les voix du dissensus.

Globalement, c'est tout l'Occident – formellement constitué en alliance ou informellement réuni autour des « valeurs » incarnées par l'Amérique depuis 1990 –, les alliés et amis, plus ou moins silencieux, suiveurs ou suivistes, qui sont touchés dans leur foi et leur contentement d'avant-garde démocratique du monde riche. Géopolitiquement, le monde ne nous attend pas. S'il aspire légitimement à notre aide de nantis – même si la pandémie de Covid-19 a confirmé qu'elle est tout sauf évidente –, il n'entend pas que nous l'organisions à notre semblance. En pratique, les interventions politico-militaires des pays occidentaux se sont, depuis trente ans, peu ou prou mal soldées. Au vu de la situation actuelle des États des Balkans occidentaux, il est au moins difficile de considérer la gestion internationale de l'ancien espace yougoslave comme un plein succès. Quant à l'intervention

international.indd 12 20/09/2021 14:07

française en Libye, le bon sens comme l'Histoire ont déjà jugé.

Victime majeure politico-militaire, donc, la notion d'« intervention ». Elle avait été popularisée dans la foulée de la « victoire » de 1989, pour traduire l'idée que l'usage de la force hors frontières ne relevait plus que marginalement de la logique de guerre, s'inscrivant dans une logique d'opération de police destinée à ramener à l'ordre les trublions d'un ordre international raisonné.

Trois décennies après la première intervention contre l'Irak, deux décennies après l'intervention en Serbie, une décennie après l'intervention en Libye, les résultats sont là. Ces interventions sont de vraies guerres, avec les conséquences et les exigences de vraies guerres, et doivent donc être traitées comme telles : identification des objectifs politiques, concordance des moyens, adaptation des stratégies de terrain au « brouillard » de toute guerre… Intervenir, du haut de la remarquable technicité de nos armées et de leurs capacités de projection de force, a pu sembler relativement aisé. La suite est plus compliquée, les preuves en sont multiples. Le fantasme de nombre de politiques a été, depuis les années 1990, d'user d'armées professionnalisées – on n'avait plus besoin des masses que justifiait l'hydre soviétique –, donc politiquement plus manœuvrables, comme d'une sorte de surdiplomatie pour régler rapidement des problèmes internationaux. Ce fantasme doit être aujourd'hui reconnu comme à la fois dangereux et impuissant.

Retrouver le monde réel

La déroute afghane éclaire tristement le monde, et dans une triple dimension. Le bouleversement des rapports de puissance se fait plus clair : Chine, Russie, Iran et Turquie sont déjà à la manœuvre sur les reliefs de l'échec américain à Kaboul. Le naufrage de l'interventionnisme occidental né de l'illusoire victoire morale de 1989 et de la panique générée par le 11-Septembre va modifier notre regard sur le traitement des crises internationales. Et nous serons contraints de prendre conscience de l'inadaptation de notre appareil conceptuel au nouveau cadre diplomatico-stratégique.

Que devons-nous vouloir et pouvoir faire ? Dans quelle géographie ? Avec quoi et avec qui ? C'est tout cela qu'un pays comme la France doit repenser, en s'émancipant si nécessaire de toute tentation

international.indd 13 20/09/2021 14:07

d'alignement, de suivisme. Vis-à-vis de l'Amérique, une telle tentation peut s'ancrer dans la révérence historique et dans le savoir qu'en dépit des rodomontades familières, Paris ne peut la plupart du temps « intervenir » qu'avec l'aide des moyens d'outre-Atlantique. Vis-à-vis de la culture dominante de l'Union européenne, c'est la résignation qui menace, face à une majorité qui tente de nous convaincre que la force réside outre-Atlantique, l'Europe devant se contenter de la séduction de la norme, laquelle devrait partout remplacer la force, ou du moins *notre* force.

L'échec de l'Occident, globalement compris, renvoie les acteurs à leurs forces singulières : on sort toujours des faillites nu, pour se reconstruire sur ses propres moyens, intellectuels et matériels, à partir de ses intérêts – lesquels ne sont pas condamnés à ne considérer que l'égoïsme de la puissance. La fin du confort de la domination occidentale du monde, qui devrait être évidente depuis trente ans mais que nous répètent Bagdad, Damas et aujourd'hui la honte de Kaboul, nous renvoie à l'analyse froide de ce que peuvent et doivent être nos rapports avec ce monde, le monde tel qu'il est et non tel que nous rêvons de l'offrir aux autres.

Ce monde tel qu'il est, quels risques nous oppose-t-il, quels engagements nous impose-t-il ? Le mirage de la « grande guerre », qui agite à nouveau les salons stratégiques, est aujourd'hui largement le sous-produit de l'érection du concurrent russe ou chinois en ennemi – la construction de son ennemi restant un exercice géopolitique des plus classiques. Les risques de dérapage militaire existent certes toujours, mais sous l'ombre nucléaire, et ils n'impliquent sûrement pas un retour aux grandes manœuvres des XIXe et XXe siècles. L'enjeu majeur du temps, pour les pays développés, est manifestement la protection des vulnérabilités nées de leur développement technologique même. Une protection qui devrait combiner accords internationaux, dispositifs techniques et dispositifs de sécurité internes destinés à gérer les effets de désorganisation massive que pourraient entraîner des attaques terroristes ou des agressions contre nos systèmes d'information.

Français, nous sommes aussi bien sûr concernés par d'éventuelles déstabilisations de régions proches. Il faut en dresser la géographie précise, sans imiter le ridicule du discours sur la *Global Britain*, en mesurant nos intérêts et nos forces, sans par exemple affecter de croire que la France, « deuxième puissance maritime du monde », pourrait

international.indd 14 20/09/2021 14:07

avoir un poids militaire susceptible d'intéresser quiconque dans l'alentour chinois… C'est notre Sud proche qui est gros à la fois de notre avenir et des risques les plus proches : c'est là que nos stratégies internationales doivent se redessiner, avec des dispositifs diplomatiques et militaires adaptés. Une déstabilisation générale du Sahel ne serait pas une bonne nouvelle pour nous, mais encore moins la déstabilisation de l'Afrique du Nord qu'entraînerait le malheur du Sahel.

***

Revoir les priorités, pour prendre en compte un monde qui ne nous attend pas pour changer. Redéfinir les espaces de nos présences et de nos actions, en fonction de ce que nous sommes et de nos intérêts, c'est-à-dire de nos aspirations réalistes. Et organiser nos moyens en conséquence.

Nous ne sommes plus le centre du centre du monde. Nous ne pouvons plus rêver de le modeler seuls. Les structures collectives expriment à la fois l'interdépendance sur la scène internationale, une interdépendance creusée par la mondialisation technique qui, si elle se modifie dans ses formes, ne va pas disparaître, et, par suite, l'impuissance des puissants à y agir en solitaires. L'Alliance atlantique, l'Union européenne et les institutions multilatérales sont et demeurent les cadres de notre insertion diplomatique et stratégique dans le monde actuel. L'Alliance sortira profondément atteinte de l'aventure afghane : au bouleversement psychologique et moral devrait correspondre un changement institutionnel, pour aller vers un fonctionnement qui s'éloigne de l'adhésion systématique aux options et matériels américains. C'est le moment de repenser une alliance égalitaire, avec qui veut.

Quant à l'Union européenne, elle s'est surtout récemment fait entendre par son silence. Trop divisée entre intérêts géopolitiques, entre conceptions mêmes de la diplomatie et de l'usage du militaire, entre intérêts économiques, elle ne connaîtra pas à court terme de cristallisation en matière de politique étrangère ou de sécurité. Demandons-lui déjà d'encourager les coopérations nécessaires à la survie de nos nations : relèvement économique, stratégie dans l'espace, industries de défense, maîtrise des technologies émergentes de l'information… Et, si des synergies se manifestent en matière stratégique, avançons avec ceux qui veulent réfléchir et peuvent agir.

Enfin, si le rêve d'un monde gouverné par un multilatéralisme formel et centralisé s'est vite enfui, il reste à reconstruire un multila-

international.indd 15 20/09/2021 14:07

téralisme tempéré, non idéologique, et adapté aux problèmes transversaux (santé, environnement, règles commerciales, etc.) qui, désormais, s'imposent avec force. Un multilatéralisme qui prendra inévitablement en compte la désoccidentalisation du monde.

Si l'aventure afghane liquide une bonne part de l'arrogance et des illusions d'Occidentaux qui s'imaginent depuis trente ans maîtres du monde, si elle les incite à voir le monde tel qu'il est, elle n'aura peut-être pas été inutile. Même pour les Afghans.

Dominique DAVID

Retrouvez le dossier « ~~Mondialisation culturelle~~ »
sur *www.revue-etudes.com*

international.indd 16 20/09/2021 14:07